



ABIS Sébastien, POUCH Thierry

Agriculture et mondialisation
Un atout géopolitique pour la France

Presses de Sciences Po, 2013

Contre l'idée d'un déclin de la France dans le jeu mondial, Sébastien Abis et Thierry Pouch mobilisent dans ce livre les concepts de la géostratégie pour renouveler le regard sur notre agriculture. La France est passée, en deux décennies, du statut de pays importateur à celui de puissance agro-exportatrice. Les succès de la modernisation, depuis la période d'après-guerre, aux fameuses lois d'orientation de 1960 et 1962, jusqu'à la mise en place de la PAC, se traduisent par une évolution fulgurante du solde commercial agricole. Quatre denrées dégagent des excédents structurels depuis cette période : les céréales, les produits laitiers, le sucre et les vins et boissons. La France renforce alors des avantages comparatifs liés à ses atouts géographiques, mais qui relèvent également de déterminants socio-politiques et institutionnels (chapitre 1).

Dans un contexte de mondialisation, l'apparition de nouveaux rivaux commerciaux vient aujourd'hui éroder les positions françaises. Les auteurs considèrent que la « vocation exportatrice » de la France est insuffisamment prise en compte et appellent à mieux valoriser les « forces nationales » dont elle dispose (chapitre 2). Il y a d'abord « l'arsenal pédo-climatique » (ou *land power*), la géographie étant le facteur le plus déterminant de la puissance, et le plus stable. Vient ensuite la « force céréalière », secteur où les auteurs recommandent, entre autres, l'adaptation de l'offre aux exigences des différents clients et la mise en place d'une véritable diplomatie. Les « forces » viticole, laitière et sylvicole sont également évoquées, ainsi que la force scientifique, outil central du *soft power* alimentaire français. L'implantation internationale des grands groupes français de l'agroalimentaire et

de la distribution est considérée comme une « arme économique et culturelle ». Elle peut favoriser les exportations agricoles, comme le montre l'exemple de l'essor des vins français en Chine, entre autres lié à l'implantation de Carrefour.

Une troisième partie interroge ce qui pourrait faire la puissance de la France au XXI^e siècle. Le constat dressé est sévère : la France n'aurait pas suffisamment anticipé les transformations du monde. Elle resterait accrochée à une « géopolitique du verbe », à son siège au Conseil de sécurité de l'ONU et à une francophonie déclinante, tout en pesant de moins en moins sur les décisions internationales. Or, si la puissance doit être pensée différemment au XXI^e siècle, cela implique pour les auteurs d'intégrer le fait que l'agriculture est redevenue un enjeu stratégique de premier plan. Les grands pays exportateurs qui, à l'instar du Brésil, des États-Unis ou de l'Australie, entendent répondre à la demande mondiale croissante en denrées alimentaires, se doteraient ainsi en même temps des nouveaux attributs de la puissance économique et politique. L'enjeu pour la France serait donc d'abord de recentrer sa diplomatie sur ces secteurs d'exportation dans lesquels elle dispose d'atouts.

La faible considération portée à l'agriculture dans les réflexions géostratégiques nationales tient à deux raisons. Les auteurs déplorent, d'une part, que l'agriculture soit toujours perçue comme un problème dans les cercles de décision français. Ils regrettent, d'autre part, la mauvaise compréhension de la géopolitique par les milieux et experts agricoles, l'international étant souvent pensé comme une contrainte.

Le dernier chapitre regroupe une série de préconisations : mieux protéger les terres agricoles, à la fois de l'urbanisation et des investissements étrangers ; prioriser l'action extérieure vers les zones d'exportation stratégiques (Méditerranée en premier lieu) ; renforcer les synergies entre acteurs, notamment dans la logistique ; enfin faciliter l'accès au métier d'agriculteur. Les auteurs considèrent que la perspective géostratégique, évoquée tout au long de ce livre, pourrait contribuer à reconstruire l'identité professionnelle et à améliorer l'attractivité du métier.

Cet essai inspire au final trois remarques. Premièrement, compte tenu de l'ensemble des atouts de l'agroalimentaire français recensés, pourquoi insister autant sur l'exportation de céréales ? Ne trouve-t-on pas des vecteurs de rayonnement international autrement plus puissants dans les produits alimentaires à haute valeur ajoutée (la gastronomie étant un volet reconnu de l'influence française), dans la coopération scientifique (indispensable pour peser dans les débats politiques internationaux), ou dans l'exportation des nombreux savoir-faire techniques ?

Deuxième remarque : en opposant les ambitions exportatrices et les efforts pour améliorer les performances environnementales, les auteurs ne passent-ils pas à côté de ce qui pourrait demain être un facteur majeur de compétitivité ? Lorsqu'ils dénoncent, par exemple, la diminution des surfaces agricoles, ils omettent de mentionner la dégradation avérée des sols français, phénomène menaçant tout autant le potentiel de production à long terme. Par ailleurs, les nouvelles classes moyennes des pays émergents, amenées à tirer la demande mondiale dans les années à venir, deviennent exigeantes, et les normes environnementales publiques ou privées s'imposent de plus en plus comme des conditions d'accès aux marchés internationaux.

Troisièmement enfin, les auteurs considèrent que la situation de dépendance aux importations que connaissait la France au milieu du XX^e siècle était un facteur de

vulnérabilité. Mais dans ce cas, comment affirmer que l'exportation de céréales vers les pays d'Afrique du Nord contribue à leur stabilité ? La notion de « double efficacité » (exportation et contribution au bien-être des populations) semble simplifier à l'excès la question complexe du lien entre commerce et sécurité alimentaire.

Ce livre ambitieux, à travers le prisme géopolitique, de redonner un nouvel élan à l'agriculture française. Il a le mérite de proposer de nouvelles clés de lecture sur la mondialisation et, bien que certaines idées méritent d'être discutées, apporte une contribution appréciable au débat sur les fonctions stratégiques de notre agriculture.

Alexandre Martin
Chargé de mission Économie
et politiques agricoles
Centre d'études et de prospective
MAAF
alexandre.martin@agriculture.gouv.fr